



Assemblée générale

Distr. générale
4 octobre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 71 de l'ordre du jour

Rapport de la Cour internationale de Justice

Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les États à porter leurs différends devant la Cour internationale de Justice

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est présenté conformément au paragraphe 16 des Statut, règlement et principes révisés applicables au Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les États à porter leurs différends devant la Cour internationale de Justice (A/59/372, annexe) et fait suite au rapport qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session (A/66/295), au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Rapport de la Cour internationale de Justice ».

II. Mandat

2. Le Fonds d'affectation spéciale a été créé en 1989 conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, à l'issue de consultations avec le Président de la Cour internationale de Justice. En vertu de son statut révisé, il aide les États à couvrir les dépenses qu'ils ont engagées dans le cadre : a) d'un différend soumis à la Cour par la voie d'un compromis conclu en vertu du paragraphe 1 de l'Article 36 du Statut de la Cour; b) d'un différend soumis à la Cour par la voie d'une requête présentée en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'Article 36 du Statut de la Cour, sous réserve que certaines conditions soient remplies [voir A/59/372, annexe, par. 6 ii)]; ou c) de l'exécution d'un arrêt de la Cour.

III. Bénéficiaires

3. Peut demander une aide financière au Fonds, sous réserve des critères énoncés au paragraphe 6 de son statut révisé, tout État Membre de l'Organisation des



Nations Unies, tout autre État partie au Statut de la Cour internationale de Justice ou tout État non partie au Statut de la Cour qui a satisfait aux conditions du paragraphe 2 de l'Article 35 du Statut de la Cour.

4. Pendant la période considérée (du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2012), le Fonds n'a reçu aucune autre demande d'aide financière.

IV. Contributions

5. Des contributions volontaires peuvent être versées au Fonds par les États, les organisations intergouvernementales, les institutions nationales, les organisations non gouvernementales et les personnes physiques ou morales.

6. Au cours de la période à l'examen, les contributions des États (en dollars des États-Unis) se sont réparties comme suit :

<i>État</i>	<i>Montant</i>	<i>Exercice financier</i>
Finlande	13 409,65	2011
Italie	26 095,54	2011
Total	39 505,19	

7. Au 30 juin 2012, le solde du Fonds s'élevait à 2 959 966,39 dollars, déduction faite des aides déjà versées.

V. Évaluation des besoins

8. Au paragraphe 1 de son Article 1, la Charte des Nations Unies fait du règlement des différends internationaux « par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international », l'un des buts essentiels des Nations Unies et un instrument fondamental du maintien de la paix et de la sécurité internationales. La Cour est l'organe judiciaire principal de l'ONU. Comme indiqué plus haut, le Fonds a été créé pour aider les parties à un différend à prendre la décision de recourir à la Cour pour obtenir un règlement judiciaire. Tout en étant reconnaissant aux États Membres qui ont versé des contributions pendant la période considérée, je constate que le nombre des contributions reste très faible. C'est pourquoi j'engage vivement tous les États et les autres entités intéressées à envisager sérieusement de verser au Fonds des contributions non seulement substantielles, mais aussi régulières.

VI. Comment verser des contributions au Fonds?

9. Les contributions volontaires peuvent être versées au Fonds par virement bancaire ou par chèque libellé à l'ordre du Fonds général d'affectation spéciale des Nations Unies (code du compte : TJA). Les chèques doivent être envoyés à l'adresse suivante :

United Nations Headquarters
United Nations Treasury, Room n° S-2007
New York, N.Y. 10017
États-Unis d'Amérique

Pour les virements bancaires, veuillez contacter la Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies (téléphone : 1 212 963 5810; télécopie : 1 917 367 0668).

10. Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter le Bureau du Conseiller juridique, Bureau des affaires juridiques (téléphone : 1 212 963 3486; télécopie : 1 212 963 6430).
